

Table des matières

Introduction	19
Dimitri YERNAULT	

Partie 1

Le droit bruxellois de l'organisation institutionnelle et administrative

Titre 1

Droit institutionnel

Chapitre 1

Quelques points nodaux de l'exercice des compétences bruxelloises	31
--	----

Joëlle SAUTOIS

Section 1

Introduction	31
---------------------------	----

Section 2

L'exercice des compétences bruxelloises et la Cour constitutionnelle	35
§ 1. Les finances.....	35
§ 2. L'aménagement du territoire, l'urbanisme, le patrimoine et l'environnement.....	42
§ 3. Le logement.....	54
§ 4. La mobilité	56
§ 5. Les politiques sociales – La Commission communautaire commune.....	64

Section 3

Conclusion	65
-------------------------	----

Chapitre 2

Le découpage des compétences régionales et communautaires à Bruxelles ou la tentation de la transgression 67

Xavier DELGRANGE et Mathias EL BERHOUMI

Section 1

La Région flamande investit la Région bruxelloise..... 68

Section 2

La Région bruxelloise bailleuse de fonds des politiques communautaires 75

§ 1. Le financement régional de compétences communautaires à l'épreuve de l'absence de pouvoir de dépenser 76

§ 2. Le financement de compétences communautaires par les commissions communautaires..... 83

Conclusion 97

Chapitre 3

Le droit institutionnel et parlementaire bruxellois 99

Geoffrey NINANE, Patrick VANLEEMPUTTEN et Thibaud WYNGAARD

Section 1

Les symboles de la Région de Bruxelles-Capitale..... 100

§ 1. Un symbole non retenu : l'hymne régional 100

§ 2. Un symbole retenu de manière particulière : la désignation d'une capitale de la Région 100

A. L'absence de texte ordonnancier fixant la capitale de la Région..... 100

B. La mention de la ville de Bruxelles comme capitale de la Région dans le règlement du Parlement..... 101

C. Un enjeu sous-jacent : les relations entre la Région et les communes..... 101

§ 3. Les symboles retenus 102

A. L'emblème et drapeau de la Région de Bruxelles-Capitale..... 102

I. Un processus inabouti de participation citoyenne conclu par une résolution du Parlement 102

II. Le choix de l'iris comme symbole de la Région de Bruxelles-Capitale..... 102

III. La fixation de l'emblème et du drapeau de la Région de Bruxelles-Capitale 102

IV. L'adoption d'un nouveau logo de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du « city-marketing » 103

B. Le jour de fête officielle de la Région de Bruxelles-Capitale..... 104

I. Une fête régionale initialement organisée à des dates variables 104

II. Le choix d'un jour de fête officielle de la Région 104

§ 4. Conclusion 105

Section 2

L'organisation du Parlement bruxellois	106
§ 1. L'installation du Parlement bruxellois en 1989 et l'adoption de son règlement	106
A. Introduction	106
B. L'adoption du règlement du Parlement.....	106
§ 2. Les groupes linguistiques.....	107
§ 3. Les groupes politiques.....	108
A. L'absence de définition légale des groupes politiques	108
B. La reconnaissance des groupes politiques en vertu du règlement du Parlement et ses effets.....	109
I. L'absence d'effet de la reconnaissance des groupes politiques sur la composition du bureau et des commissions du Parlement.....	109
II. Les effets financiers et matériels liés à la reconnaissance des groupes politiques...	109
III. L'effet politique lié à la reconnaissance des groupes politiques	110
C. Les conditions de reconnaissance d'un groupe politique	110
D. La modification de la composition des groupes politiques reconnus.....	112
E. La possibilité pour un groupe politique de perdre le bénéfice de la reconnaissance ...	112
§ 4. Les organes du Parlement.....	113
A. Le bureau et le bureau élargi.....	113
B. Les commissions.....	114
I. Les commissions permanentes	114
II. Les commissions spéciales	115
III. Les commissions communes aux assemblées bruxelloises	116
a) La création de commissions communes en dehors du cadre du règlement ...	116
b) L'inscription des commissions mixtes de concertation dans le règlement du Parlement.....	117
IV. Le fonctionnement des commissions.....	118

Section 3

Les enquêtes parlementaires	118
§ 1. La fixation de la procédure d'enquête.....	118
§ 2. L'absence d'enquête parlementaire au niveau du Parlement bruxellois.....	119

Section 4

Le statut du député bruxellois	120
§ 1. Introduction	120
§ 2. Le statut matériel du député bruxellois.....	120
A. Le statut pécuniaire et social du député bruxellois.....	120
I. L'indemnité parlementaire	120
a) L'indemnité de base.....	120
b) L'indemnité pour frais et charges.....	121

II. La rétribution complémentaire accordée au titulaire d'une fonction spéciale	122
III. L'indemnité de départ	123
IV. Le régime de retraite	124
B. Les moyens humains à sa disposition	125
C. Les moyens matériels à sa disposition	126
§ 3. L'immunité relative et absolue	126
§ 4. Les incompatibilités	127
§ 5. Le décumul de mandats entre la fonction parlementaire et la fonction exécutive locale	129
A. Le précédent wallon	129
B. La spécificité de la situation bruxelloise	131
Section 5	
Les mécanismes de contrôle	134
§ 1. Le contrôle des dépenses électorales et des communications dites « gouvernementales »	134
A. Le Collège de contrôle	136
B. Le contrôle des dépenses électorales	137
C. Le contrôle des communications	139
§ 2. L'évaluation des ordonnances, résolutions et règlements	140

Titre 2

Transparence et participation

Chapitre 4

L'accès aux documents administratifs en Région de Bruxelles-Capitale

143

Michel LEROY et Élisabeth WILLEMART

Section 1

La législation	143
§ 1. L'exemple français	143
§ 2. La directive européenne du 7 juin 1990	144
§ 3. Les premières législations belges	144
A. En Wallonie	144
B. À Bruxelles	145
C. En Flandre	147
§ 4. L'article 32 de la Constitution	147
§ 5. Les législations subséquentes	149
A. L'ordonnance (régionale) du 30 mars 1995	150

I. La publicité « active ».....	150
II. La publicité « passive ».....	150
B. Les législations des commissions communautaires.....	153
C. La publicité dans les provinces et communes.....	154
D. La législation environnementale régionale.....	155
§ 6. La réutilisation des informations.....	157
§ 7. Une retouche en 2012.....	160
§ 8. Le lifting de 2013.....	161
Section 2	
La jurisprudence	162
§ 1. Aperçu statistique.....	162
§ 2. Les questions de compétence et de recevabilité.....	163
A. La compétence <i>ratione personae</i>	164
I. Les autorités administratives visées par l'ordonnance du 30 mars 1995.....	164
II. Les autorités publiques visées par l'ordonnance du 18 mars 2004.....	165
B. La compétence <i>ratione materiae</i>	166
C. La recevabilité.....	167
I. La recevabilité d'une demande d'avis fondée sur l'ordonnance du 30 mars 1995 ...	167
II. La recevabilité d'un recours fondé sur l'ordonnance du 18 mars 2004.....	168
§ 3. L'examen au fond de la demande.....	168
A. Les documents et informations faisant l'objet de la demande.....	169
I. Les notions de « document » et d'« information ».....	169
II. La détention du document ou de l'information.....	170
III. Les documents à caractère personnel.....	172
B. Les exceptions au droit d'accès.....	172
I. Les informations d'entreprise ou de fabrication communiquées à l'autorité.....	173
II. Le secret de l'identité de la personne qui a communiqué le document ou l'information à l'autorité administrative à titre confidentiel pour dénoncer un fait punissable ou supposé tel.....	175
III. La protection de la vie privée.....	175
IV. Le secret des délibérations.....	176
V. Le document inachevé ou incomplet.....	176
VI. La demande abusive et la demande manifestement trop vague.....	177
C. Les modalités de l'accès aux documents administratifs.....	177
I. L'obtention de copies soumise à redevances.....	177
II. La communication sous format informatique ou par courrier électronique.....	178
III. L'obtention de copies d'une œuvre soumise à des droits d'auteur.....	179
D. La concurrence entre l'ordonnance sur la publicité de l'administration et des normes (fédérales) organisant une certaine transparence dans des matières particulières.....	180

Section 3	
Conclusion	181
Chapitre 5	
La participation du public en Région de Bruxelles-Capitale : l'exemple de la législation relative aux permis d'environnement	185
Youri MOSSOUX	
Section 1	
L'enquête de <i>commodo et incommodo</i>	187
Section 2	
La consécration internationale et européenne du droit à la participation du public	189
Section 3	
La participation du public en tant que droit fondamental découlant de la Constitution belge et de la Convention européenne des droits de l'homme	190
Section 4	
L'enquête publique dans le droit positif bruxellois : l'exemple de la législation relative aux permis d'environnement	192
§ 1. Les cas dans lesquels une enquête publique doit être réalisée et le degré de précocité de l'organisation de l'enquête	193
§ 2. L'information préalable	198
§ 3. Le public susceptible de participer	199
§ 4. La consultation du dossier	199
§ 5. Les réclamations et observations du public	201
§ 6. La prise en compte des résultats	202
§ 7. La motivation formelle	204
Conclusion	205
Chapitre 6	
Les instances consultatives bruxelloises	207
Laurie LOSSEAU	
Section 1	
Les instances consultatives caractérisées par une dimension participative	208
§ 1. L'audition des citoyens devant les commissions de concertation instituées dans chaque commune de la Région	208
§ 2. La représentation des partenaires sociaux au sein des instances consultatives bruxelloises	209

§ 3. La représentation du monde associatif dans les instances consultatives bruxelloises ...	211
Section 2	
Les instances consultatives dépourvues de toute dimension participative	217

Titre 3 Finances publiques

Chapitre 7

Les finances publiques régionales : l'autonomie sous pression européenne	223
---	-----

Bruno LOMBAERT et Marc OSWALD

Section 1

La pression budgétaire européenne	224
§ 1. Le Traité sur la Stabilité et sa mise en œuvre en droit régional bruxellois.....	224
A. Le Traité sur la Stabilité : présentation succincte.....	224
B. La mise en œuvre en droit bruxellois du Traité sur la Stabilité.....	227
§ 2. La procédure des déficits excessifs : le système européen des comptes nationaux et régionaux (« SEC95 »).....	235
A. Les règles des Traités et règlements européens et le SEC95.....	235

Section 2

L'autonomie régionale en matière budgétaire, comptable et fiscale	252
§ 1. Droit budgétaire et comptabilité publique	252
A. Le cadre normatif : les ordonnances de 2006 relatives au budget, à la comptabilité et au contrôle	252
B. Le budget.....	254
I. Les principes budgétaires.....	254
II. L'élaboration du budget	256
III. La présentation du budget	256
IV. Les opérations budgétaires.....	257
V. Les fonds budgétaires	259
VI. Les subventions.....	260
C. La comptabilité	260
I. Généralités	260
II. Les opérations comptables.....	261
III. La reddition des comptes.....	262
D. La trésorerie	264
E. Le système de contrôle.....	266
I. Introduction.....	266

II.	Le contrôle interne <i>sensu stricto</i>	267
a)	Le contrôle métier.....	267
b)	Le contrôle des engagements et des liquidations.....	267
c)	Le contrôle comptable.....	268
d)	Le contrôle de la bonne gestion financière.....	269
III.	Le contrôle de gestion.....	269
IV.	L'audit interne.....	269
V.	Le contrôle administratif et budgétaire.....	270
VI.	Le contrôle de l'octroi des subventions.....	271
VII.	Le rôle de la Cour des comptes.....	271
VIII.	Bilan.....	271
F.	Les organismes administratifs autonomes et les services à gestion séparée.....	272
I.	Les organismes administratifs autonomes.....	272
II.	Les services à gestion séparée.....	274
G.	La prescription et l'aliénation.....	274
H.	Le budget et la comptabilité de la Commission communautaire commune, de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande et de l'Agglomération.....	275
I.	La Commission communautaire commune.....	275
II.	La Commission communautaire française.....	276
III.	La commission communautaire flamande.....	279
IV.	L'Agglomération.....	279
§ 2.	Fiscalité.....	280
A.	Introduction.....	280
B.	L'Agglomération bruxelloise.....	281
I.	Introduction.....	281
II.	La taxe « PSU ».....	281
III.	La taxe de circulation.....	282
IV.	Les additionnels à l'impôt des personnes physiques.....	283
V.	Les additionnels au précompte immobilier.....	283
VI.	La taxe sur les taxis.....	283
C.	La Région de Bruxelles-Capitale.....	284
I.	Introduction.....	284
II.	Les impôts régionaux.....	284
a)	La taxe sur les jeux et paris.....	284
b)	La taxe sur les appareils automatiques de divertissement.....	286
c)	La taxe d'ouverture de débits de boissons fermentées.....	286
d)	Les droits de succession.....	286
e)	Le précompte immobilier.....	289
f)	Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux d'immeubles, sur la constitution d'une hypothèque et les partages.....	289

g) Les droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles.....	290
h) La redevance radio et télévision.....	291
i) La taxe de circulation sur les véhicules automobiles.....	291
j) La taxe de mise en circulation.....	291
k) Leurovignette.....	292
III. La fiscalité autonome.....	293
IV. Les anciennes taxes provinciales.....	295
V. Les règles de procédure et d'organisation.....	296
§ 3. Conclusion.....	296

Titre 4 Fonction publique

Chapitre 8

Droit bruxellois de la fonction publique – Brusselse recht van ambtenarenzaken..... 301

Kaat LEUS, François BELLEFLAMME et Emmanuel SLAUTSKY

Introduction..... 301

Section 1

Le cadre juridique du droit bruxellois de la fonction publique..... 302

§ 1. De bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake ambtenarenzaken.....	302
§ 2. L'obligation de la Région de Bruxelles-Capitale de respecter les lois sur l'emploi des langues et, spécialement, l'obligation d'adopter des cadres linguistiques pour ses services.....	314
A. Introduction.....	314
B. Les cadres linguistiques : principes applicables.....	315
C. Les cadres linguistiques et la fonction publique bruxelloise : une histoire chahutée....	320

Section 2

Le droit bruxellois de la fonction publique : tentative d'inventaire..... 322

§ 1. Le personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.....	322
A. Le personnel statutaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.....	322
B. Le personnel contractuel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.....	340
C. Mandaten.....	346
§ 2. Le personnel des organismes bruxellois d'intérêt public.....	364
A. Généralités.....	364

B. Le personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale : un inventaire des principaux statuts applicables.....	366
I. Les dispositions applicables de façon transversale à plusieurs organismes d'intérêt public.....	366
a) Les statuts administratifs applicables de façon transversale au personnel statutaire de plusieurs organismes d'intérêt public	366
b) Les dispositions applicables de façon transversale au personnel contractuel de plusieurs organismes d'intérêt public.....	368
II. Les statuts administratifs applicables au personnel des différents organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale : un focus individualisé.....	369
a) Les organismes d'intérêt public de catégorie A au sens de la loi du 16 mars 1954.....	369
1. Le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise	369
2. L'IBGE.....	370
3. Le SIAMU	371
4. Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté.....	374
5. Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales ...	375
6. Le Fonds de réserve de la Région de Bruxelles-Capitale	376
7. Le Fonds pour le financement de la politique de l'eau.....	376
8. L'Institut d'Encouragement de la Recherche scientifique et de l'Innovation de Bruxelles	377
b) Les organismes d'intérêt public de catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954.....	377
1. L'Office régional bruxellois de l'Emploi (Actiris).....	377
2. La Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale.....	378
3. La société régionale du Port de Bruxelles.....	379
c) Les autres organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.....	379
1. La STIB	379
2. La Société de développement pour la Région de Bruxelles-Capitale.....	380
3. La SRIB	381
4. Le Fonds du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale	381
5. La Société d'acquisition foncière.....	382
6. La Société bruxelloise de Gestion de l'Eau	382
7. Le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale	383
8. Le Fonds bruxellois de garantie.....	384
9. Bruxelles Gaz Électricité.....	385
10. L'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale	386
§ 3. Le personnel des communes bruxelloises.....	387
§ 4. Le morcellement du droit de la fonction publique bruxelloise.....	391
Conclusion	398

Titre 5 Pouvoirs locaux

Chapitre 9

Le droit organique et le financement des communes bruxelloises : un quart de siècle de centralisation et de collaborations 401

Dimitri YERNAULT

L'interdépendance réciproque de la Région et des communes, un constat en guise de prélude 401

Section 1

Un droit organique en évolution graduelle 408

§ 1. Les mécanismes électoraux 408

A. Vers le Code électoral communal bruxellois de 2006 408

B. Le contentieux des élections et de leurs dépenses 412

§ 2. Les organes politiques 415

A. Le conseil communal 415

I. Composition 415

II. Fonctionnement 417

III. Pouvoirs 418

B. Le collège des bourgmestre et échevins 419

I. Composition 419

II. Fonctionnement 423

III. Pouvoirs 423

C. Le bourgmestre 423

I. Nomination 423

II. Pouvoirs 428

D. La transparence communale 428

I. La publicité 428

II. La transparence de la vie politique 429

III. La participation des habitants 430

E. Le personnel 430

I. Les grades légaux 431

a) Le secrétaire communal 431

b) Le receveur communal 432

c) Le directeur des ressources humaines 432

II. Le personnel proprement dit 433

Section 2

Un droit financier des plus inventifs	438
§ 1. Le financement général :	439
A. La dotation générale aux communes (DGC)	439
B. Le fonds de refinancement des trésoreries communales (FRBTC).....	442
§ 2. Des financements particuliers.....	444
A. Les financements basés sur des législations	445
I. Les contrats de quartier	445
II. Les travaux publics.....	447
III. Le cas des hôpitaux publics.....	450
B. Les financements basés sur des allocations budgétaires	451
§ 3. La fiscalité communale	456
§ 4. La comptabilité et le budget	461
A. Les contraintes extérieures imposées aux communes	461
B. La procédure budgétaire communale	462
C. Les contrôles régionaux.....	464
D. Le soutien financier à l'équilibre budgétaire.....	465
E. L'imposition de la discipline budgétaire européenne.....	467

Section 3

Aperçu global des mouvements législatifs et réglementaires sur 25 ans : des communes régionalistes, une région municipaliste ?	469
§ 1. Région et communes ne sont pas seules.....	469
§ 2. Autonomie et subsidiarité, des balises à la répartition des tâches	474
§ 3. Les voies de la contractualisation	478
§ 4. Un Parlement bien présent dans la confection du droit communal	482

Chapitre 10

La tutelle sur les pouvoirs locaux en Région de Bruxelles-Capitale	485
---	-----

Irène MATHY

Section 1

Introduction : notion et procédés de tutelle	485
---	-----

Section 2

La tutelle exercée sur les communes bruxelloises	487
§ 1. La tutelle ordinaire sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.....	488
A. L'objet de la compétence et mise en œuvre	488
B. Champ d'application de l'ordonnance du 14 mai 1998	492
C. Autorité compétente pour l'exercice du pouvoir de tutelle.....	493

D. Procédés de tutelle retenus par l'ordonnance du 14 mai 1998	494
I. Liminaire : règles de transmission des documents adoptés par les organes communaux	494
a) Actes à communiquer in extenso	494
b) Des listes de délibérations.....	496
II. La tutelle générale	497
a) Suspension des actes de l'autorité communale	498
b) Annulation	498
III. Le cas particulier de la tutelle d'annulation suspensive des décisions d'attribution de marchés publics.....	499
IV. La tutelle d'approbation	500
V. Autres mesures de tutelle spéciale	502
VI. Délai de notification et motivation formelle des arrêtés de tutelle.....	502
E. Principales circulaires prises au titre de l'organisation et de l'exercice de la tutelle administrative	503
§ 2. De quelques tutelles régionales spécifiques sur les communes bruxelloises.....	504
Section 3	
La tutelle sur les intercommunales	506
Section 4	
La tutelle sur les Centres publics d'action sociale	508
§ 1. Autorités compétentes en matière de tutelle ordinaire sur les C.P.A.S.	511
§ 2. Procédés de surveillance et de tutelle prévus par la loi de 1976.....	512
A. Mesures de surveillance et de contrôle du fonctionnement des C.P.A.S.....	512
B. Tutelle générale d'annulation et de suspension exercée par le Collège réuni	512
C. Tutelle de suspension exercée par le collège des bourgmestre et échevins.....	513
D. Tutelle d'approbation	513
E. Autres mesures de tutelle spéciale.....	514
§ 3. Transmission des actes du C.P.A.S. et des décisions de tutelle par voie électronique....	514
Section 5	
Tutelle générale sur la police locale et tutelle ordinaire sur les zones de police pluricommunales	515
Section 6	
De la tutelle spécifique exercée par le vice-gouverneur pour l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale	519

Chapitre 11

Le droit organique des intercommunales en Région de Bruxelles-Capitale 523

Irène MATHY

Introduction – La coopération intercommunale en Belgique et la répartition des compétences 523

Section 1

Les intercommunales bruxelloises 529

§ 1. Le droit organique 529

§ 2. Droit d'association des communes en dehors du cadre établi par loi du 22 décembre 1986 534

§ 3. Les intercommunales bruxelloises et leur régulation sectorielle 536

Section 2

Et les intercommunales interrégionales ? 541

§ 1. Droit applicable 541

§ 2. Appréciation et difficultés de mise en œuvre à prévoir 543

Chapitre 12

La législation sur le temporel du culte à Bruxelles ou l’empreinte de Mathusalem 547

Delphine DE JONGHE

Section 1

Le temporel du culte dans une perspective historique 548

§ 1. La situation juridique existante avant le transfert de compétence de 2002 548

A. Le régime des cultes à la naissance de la Belgique 548

B. L'évolution du régime fédéral des cultes 550

I. Le développement de la reconnaissance et du financement public des cultes 550

II. Les dispositions concernant spécifiquement la Région de Bruxelles-Capitale 551

§ 2. Le transfert partiel de la compétence sur le temporel du culte en 2002 552

Section 2

Le temporel du culte bruxellois aujourd’hui 555

§ 1. La description du cadre normatif bruxellois actuel 555

A. L'angle « autorité compétente » : les interventions normatives de la Région bruxelloise entre 2002 et 2014 555

I. Ordonnances 556

II. Accords de coopération 558

B. L'angle « administrés » : les normes applicables aux établissements publics chargés de la gestion du temporel du culte en Région bruxelloise en 2014	560
I. Culte catholique	560
II. Culte islamique	560
III. Culte protestant	561
IV. Culte anglican	561
V. Culte israélite	561
VI. Culte orthodoxe	562
§ 2. Les rapports entre les autorités publiques et les établissements publics de gestion des biens des cultes	562
A. Les décisions d'établissement d'une communauté culturelle	563
B. Le contrôle des établissements publics de gestion des biens des cultes	564
I. Cultes catholique, protestant, israélite et anglican	565
a) Tutelle spéciale	566
b) Tutelle générale	567
c) Tutelle coercitive	568
II. Culte orthodoxe	568
a) Tutelle spéciale	569
b) Tutelles générale et coercitive	570
III. Culte islamique	570
C. L'aide financière aux établissements publics de gestion des biens des cultes	572
I. Cultes catholique, protestant, israélite et anglican	574
II. Culte orthodoxe	575
III. Culte islamique	575
IV. Laïcité organisée	576
Conclusion	576

Titre 6

Attributions de l'Agglomération bruxelloise

Chapitre 13

La propreté publique

581

Philippe LEVERT

Chapitre 14

L'incendie et l'aide médicale urgente : l'attribution (complexe) à un organisme public régional d'une matière d'agglomération réglée en partie au niveau fédéral

589

Bruno LOMBAERT

Section 1	
Le parcours accidenté d'une matière : de la commune à la Région en passant par l'agglomération	589
Section 2	
Le droit régional : un organisme public dénommé « SIAMU »	591
Section 3	
Des compétences imbriquées en matière de statut des officiers	594
Section 4	
Des missions financées par la seule Région de Bruxelles-Capitale : discriminatoire ?	597

Partie 2

Le droit bruxellois du cadre de vie

Titre 1

Aménagement du territoire

Chapitre 15	
Pyramide des plans ou hiérarchie enchevêtrée ? L'oscillation entre deux modèles de planification en Région de Bruxelles-Capitale	603
Philippe COENRAETS	
Introduction générale	603
Section 1	
Le plan de secteur de l'Agglomération bruxelloise : un socle solide pour les réformes futures	604
Section 2	
Le plan régional de développement : ni chair, ni poisson	605
Section 3	
Le plan régional d'affectation du sol : la référence absolue	608
Section 4	
Les plans communaux de développement : un bilan mitigé	609
Section 5	
Les plans particuliers d'affectation du sol : déclin ou essor ?	610

Section 6	
Les règlements d'urbanisme : une concurrence faite aux plans d'aménagement ?	613
Conclusion générale	614
Chapitre 16	
Les permis et certificats d'urbanisme et de lotir	615
Olivier LEGRAND et Frédéric DE MUYNCK	
Section 1	
Limites de l'étude	615
Section 2	
Brève évolution du droit de l'urbanisme en Région de Bruxelles-Capitale	616
Section 3	
Survol de l'état de la matière vingt-cinq ans après	622
§ 1. Les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme ou de lotir.....	622
§ 2. Les autorités compétentes pour délivrer les permis.....	625
§ 3. L'introduction de la demande de permis.....	627
A. La composition du dossier.....	627
B. Le dépôt de la demande et l'examen de la complétude du dossier.....	628
§ 4. L'instruction de la demande de permis.....	629
A. Les mesures particulières de publicité.....	629
B. Les instances consultées.....	631
C. Les dérogations.....	632
D. Modification du projet en cours de procédure.....	634
E. Décision et délais.....	634
F. Saisine du fonctionnaire délégué.....	635
§ 5. Cas particulier : les questions de voirie.....	636
§ 6. Les recours administratifs.....	637
§ 7. Le contenu du permis d'urbanisme.....	638
A. Formes.....	638
B. Conditions.....	639
C. Les charges d'urbanisme.....	640
§ 8. La mise en œuvre des permis.....	643
A. Caractère définitif et exécutoire des permis.....	643
B. Effets et publicité de mise en œuvre des permis vis-à-vis des tiers.....	645
C. Modifications.....	646
D. Péremption.....	647
E. Durée de validité.....	649
§ 9. Le certificat d'urbanisme.....	650

Section 4	
Conclusion	651
Chapitre 17	
Patrimoine culturel immobilier et mobilier	653
Michel QUINTIN	
Section 1	
Petit rappel historique	653
Section 2	
Aperçu relatif au patrimoine immobilier	659
§ 1. Introduction	659
§ 2. Contenu du patrimoine immobilier	660
§ 3. Les mesures de conservation	666
A. La conservation	666
B. La liste de sauvegarde	668
C. Le classement	670
§ 4. Le plan de gestion patrimoniale	672
Section 3	
Aperçu relatif au patrimoine mobilier	674
Section 4	
L'ameublement et la décoration des monuments protégés	678
Chapitre 18	
En quête de la boîte à outils permettant la maîtrise publique du foncier bruxellois	687
Philippe ANTOINE	
Introduction	687
Section 1	
Les outils juridiques	690
§ 1. Le maître des outils publics fonciers : le droit d'expropriation	690
A. Le mécanisme de base en deux temps	691
B. Le renvoi à la législation spécifique	692
C. La rétroactivité	693
§ 2. Le droit de préemption et l'avènement d'une codification	694
§ 3. Les sites d'activité économique inexploités ou abandonnés	697
A. La première ordonnance de 1995	697

B. La seconde ordonnance de 2003	699
§ 4. La revitalisation urbaine	701
A. Les constats de départ	701
B. L'ordonnance de 1993.....	702
C. L'ordonnance de 2010.....	703
§ 5. Les prescriptions urbanistiques bruxelloises.....	705
A. L'accès à l'information d'une grande technicité.....	705
B. L'enjeu des zones mixtes pour la ville.....	707
§ 6. Le programme d'Actions prioritaires	708
A. Le contexte juridique	708
B. Le programme d'Actions prioritaires Crystal.....	710
§ 7. Les baux emphytéotiques	712
Section 2	
Les outils structurels	714
§ 1. Les soubresauts de la Régie foncière régionale.....	714
§ 2. La Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB).....	716
A. Les origines historiques.....	716
B. La nécessité d'une révision des fondements légaux de l'institution	717
C. L'ordonnance de 1999.....	719
D. La déconsolidation budgétaire de 2011	720
§ 3. La Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB).....	721
§ 4. Le Port de Bruxelles.....	723
§ 5. Le parc à « véhicules fonciers »	725
A. La SA IDIM-SBDI.....	726
B. La SA Bruxelles-Midi	727
C. La SA Société d'Acquisition foncière (SAF).....	729
D. La SCRL NEO.....	731
§ 6. Les outils structurels « dérivés »	733
A. La Société régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB)	733
B. Bruxelles Environnement (IBGE)	734
C. L'Agence de Développement territorial (ADT)	734
D. Le Conseil de Coordination Économique (CCE).....	735
Conclusions	736

Titre 2 Environnement

Chapitre 19

Le permis d'environnement en Région de Bruxelles-Capitale..... 741

Christophe LEPINOIS

Introduction 741

Section 1

Du RGPT à l'ordonnance du 5 juin 1997..... 741

Section 2

Le régime actuel du permis d'environnement..... 744

§ 1. Les classes d'installation..... 745

§ 2. Le permis d'environnement..... 745

§ 3. La déclaration préalable..... 747

§ 4. La procédure de délivrance du permis d'environnement..... 747

A. L'introduction de la demande..... 747

I. Les installations de classe I.A et I.B..... 747

II. Les installations de classe II..... 748

B. La procédure d'instruction de la demande de permis..... 748

I. Les installations de classe I.A et I.B..... 748

II. Les installations de classe II..... 749

III. L'instruction des demandes portant sur des projets mixtes..... 749

IV. Les critères de décision..... 750

§ 5. Les recours..... 752

§ 6. La validité du permis d'environnement et le contrôle de sa mise en œuvre..... 753

Chapitre 20

Le système d'évaluation des incidences en droit bruxellois..... 755

Olivier DI GIACOMO et Benoit GORS

Section 1

L'évaluation des incidences des projets..... 757

§ 1. Évolution historique de la législation..... 757

§ 2. Régime actuel d'évaluation des incidences des projets..... 761

A. Les projets visés par la réglementation sur l'évaluation des incidences..... 761

B. Les incidences à évaluer..... 765

C. Procédures d'évaluation..... 766

I.	Étude d'incidences	767
a)	Projets soumis à étude d'incidences	767
b)	Note préparatoire à l'étude d'incidences	768
c)	Projet de cahier des charges de l'étude.....	769
d)	Enquête publique et adoption du cahier des charges	770
e)	Réalisation de l'étude d'incidences.....	771
f)	Clôture de l'étude d'incidences.....	772
g)	Mesures particulières de publicité	773
II.	Rapport d'incidences	774
a)	Projets soumis à rapport d'incidences	774
b)	Contenu du rapport.....	774
c)	Examen du rapport d'incidences	776
d)	Mesures particulières de publicité	776
e)	Réalisation d'une étude d'incidences	777
D.	Décision de l'autorité délivrante.....	779
E.	Formalités post-décisoires et recours.....	780
F.	Dispense d'étude et ou de rapport d'incidences ou limitation de leur contenu	780
§ 3.	Évaluation transfrontière	781
§ 4.	Lien avec l'évaluation des incidences organisée par l'ordonnance du 1 ^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature.....	782
§ 5.	Évaluation des incidences en cas de projet mixte.....	783

Section 2

L'évaluation des incidences des plans et programmes	783
§ 1. Évolution historique de la législation	783
§ 2. Régime actuel d'évaluation des incidences.....	785
A. L'évaluation des incidences des plans et programmes prévue par le CoBAT	786
I. L'évaluation des incidences des plans régionaux	786
II. L'évaluation des incidences des plans communaux.....	792
a) L'évaluation des incidences des PCD	793
b) L'évaluation des incidences des PPAS.....	796
III. Les plans et programmes prévus dans le cadre du CoBAT, mais non soumis à évaluation.....	804
B. L'évaluation des incidences des plans et programmes prévue par l'ordonnance du 18 mars 2004.....	805
I. Le champ d'application	806
II. L'évaluation requise	808
III. La procédure	809
C. Lien avec l'évaluation des incidences organisée par l'ordonnance du 1 ^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature	811

Chapitre 21

**La performance énergétique des bâtiments à Bruxelles :
d'une réglementation isolée à un code édifiant** 815

Maxime VANDERSTRAETEN

Introduction 815

Section 1

Le règlement régional d'Urbanisme (RRU) 817

Section 2

La transposition de la première directive PEB 819

§ 1. Origine 819

§ 2. Détermination d'une méthode de calcul de la PEB 821

§ 3. Exigences PEB des bâtiments neufs ou rénovés 821

§ 4. Certification des bâtiments 822

§ 5. Bâtiments publics 822

§ 6. Installations techniques 822

Section 3

La transposition de la nouvelle directive PEB 823

§ 1. Origine 823

§ 2. Principales innovations du COBRACE 824

A. Plan Air-Climat-Énergie 824

B. Transposition de la directive PEB Recast 825

C. Évaluation, certification et labellisation 826

D. Plan local d'Action pour la Gestion énergétique (PLAGE) 826

E. Promotion de l'éco-construction 827

Conclusion 828

Chapitre 22

Le droit bruxellois des déchets 829

Michel KAROLINSKI

Section 1

Historique du droit bruxellois des déchets 829

§ 1. L'arrêté royal du 9 mai 1986 relatif aux déchets en Région bruxelloise 829

§ 2. L'ordonnance du 7 mars 1991 relative à la prévention et à la gestion des déchets ... 831

A. Prépondérance du droit européen 831

B. Objectifs et contenu de l'ordonnance 832

C. Définition de la notion de déchet 833

Section 2

L'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets	834
§ 1. La protection de l'environnement et de la santé humaine comme objectif premier ...	834
§ 2. Prépondérance du droit européen	835
§ 3. Notion de déchets	835
§ 4. La hiérarchie des déchets	838
§ 5. Principes d'autosuffisance et de proximité	839
§ 6. Principes du pollueur-payeur et de la responsabilité élargie du producteur de déchets	839
§ 7. Obligation de reprise de certains déchets	841
§ 8. Planification de la politique des déchets	842
§ 9. Décharges et autres installations de traitement des déchets	843
§ 10. Le régime de taxation des déchets	844
§ 11. Surveillance et sanctions	845
§ 12. Arrêtés d'exécution	845

Section 3

Autres réglementations	847
§ 1. La loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques	847
§ 2. L'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages	848
§ 3. L'ordonnance du 22 avril 1999 relative à la prévention et à la gestion des déchets des produits en papier et/ou carton	850
§ 4. L'ordonnance du 14 juin 2001 relative aux vide-ordures servant à l'évacuation des déchets ménagers	851
Conclusions	851

Chapitre 23

La conservation de la nature	853
---	-----

Frédéric DE MUYNCK

Section 1

Cadre de la contribution	853
---------------------------------------	-----

Section 2

Les grandes lignes de l'évolution du droit de la conservation de la nature en Région de Bruxelles-Capitale	854
---	-----

Section 3

Survol de l'état de la matière vingt-cinq ans après	857
§ 1. Protection des espaces	857
A. Les réserves naturelles	858

B. Les réserves forestières	859
C. Le réseau « Natura 2000 »	860
§ 2. Protection des espèces	864
§ 3. Protection des espaces et des espèces	867
A. La planification	867
B. La réglementation de l'usage des pesticides	870
Conclusions	871

Chapitre 24

L'air et le climat dans la réglementation bruxelloise ; d'un traitement différencié à une démarche « intégrative »..... 873

Aline VEULEMANS

Introduction – Air et climat, un vaste sujet..... 873

Section 1

Les pollutions atmosphérique et intérieure..... 874

§ 1. La qualité de l'air ambiant.....	875
A. L'établissement d'un cadre global pour l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant	876
I. Le programme d'amélioration structurelle de la qualité de l'air	877
II. Une assistance scientifique.....	878
III. Les pics de pollution	878
IV. Les actions portant sur les sources d'émissions.....	878
B. L'évolution de la réglementation de la qualité de l'air ambiant	879
§ 2. Les émissions de substances acidifiantes, eutrophisantes, et de précurseurs de l'ozone	880
§ 3. Les émissions des sources fixes.....	881
§ 4. La pollution intérieure.....	882
§ 5. L'air dans le Code bruxellois de l'Air, du Climat et de la Maîtrise de l'Énergie.....	882

Section 2

Les changements climatiques..... 883

§ 1. Le système d'échange de quotas d'émissions et les mécanismes de flexibilité.....	884
§ 2. Le climat dans le COBRACE.....	885

Section 3

La codification des mesures à portée sectorielle..... 887

Conclusions..... 888

Chapitre 25

**La lutte contre la pollution des sols bruxellois
(y compris l'encadrement de l'utilisation des pesticides)** 891

Youri MOSSOUX

Section 1

La gestion et l'assainissement des sols pollués 892

§ 1. La protection des sols avant la création de la Région 892

§ 2. La protection des sols en droit bruxellois 893

A. Avant l'adoption de l'ordonnance du 13 mai 2004 893

B. L'ordonnance du 13 mai 2004 relative à la gestion des sols pollués 897

C. L'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement
des sols pollués et les politiques bruxelloises d'aides à l'assainissement des sols 902

I. L'inventaire de l'état du sol et les attestations du sol 903

II. Les études destinées à identifier et à décrire la pollution et l'identification
des titulaires des obligations prévues par l'ordonnance 905

III. Les mesures de gestion du risque et l'assainissement 910

IV. Le recours administratif, les sanctions pénales et la nullité des contrats 912

V. Les subventions et instruments financiers publics 913

Section 2

L'utilisation des pesticides compatible avec le développement durable 914

§ 1. Le droit national antérieur à la régionalisation 914

§ 2. Le droit régional bruxellois 915

Conclusion 917

Chapitre 26

La politique bruxelloise de l'eau 919

Frédéric DE MUYNCK

Section 1

Le contexte constitutionnel 919

Section 2

Le paysage juridique de l'eau en Région bruxelloise 922

§ 1. Le cadre général 922

A. L'ordonnance-cadre 922

B. La planification 924

C. Les acteurs du secteur 925

§ 2. Cycle naturel de l'eau 927

A. Eaux de surface 928

B. Eaux souterraines.....	930
C. Textes communs.....	932
§ 3. Cycle anthropique de l'eau.....	933
A. Eau potable.....	933
B. Gestion des eaux usées.....	934
C. Textes communs ou rétifs à la distinction opérée.....	937
Section 3	
En guise de conclusion.....	938
Chapitre 27	
Retour d'expérience sur le droit des sanctions administratives en matière d'environnement en Région de Bruxelles-Capitale.....	939
François TULKENS	
Section 1	
Le contexte.....	940
Section 2	
Éléments jurisprudentiels relatifs au droit des sanctions administratives bruxelloises.....	942
§ 1. Quant à la compétence de la Région pour établir un système de sanctions administratives.....	942
§ 2. Quant à la nature pénale de l'amende administrative.....	943
§ 3. Quant au droit à un double degré de juridiction.....	944
§ 4. Quant au droit à un recours de pleine juridiction.....	944
§ 5. Quant au droit aux circonstances atténuantes.....	945
§ 6. Quant à l'invocation de causes de non-imputabilité.....	946
§ 7. Quant à la différence de montant entre l'amende pénale et l'amende administrative.....	947
§ 8. Quant aux règles de prescription.....	948
§ 9. Quant au délai raisonnable.....	949
§ 10. Quant au concours d'infractions.....	949

Titre 3 Logement

Chapitre 28	
Les spécificités bruxelloises de la régionalisation de la politique du logement.....	953
Nicolas BERNARD et Jérôme SOHIER	

Introduction	953
Section 1	
Les débuts (1989-1993)	957
§ 1. L'octroi de taux hypothécaires à taux réduit par le Fonds du logement : l'arrêté royal du 16 juin 1989.....	957
§ 2. L'aide aux communes pour acheter des immeubles abandonnés : l'arrêté du Gouvernement bruxellois du 19 juillet 1990	959
§ 3. L'accès à la propriété pour les ménages à revenus moyens : l'ordonnance du 29 août 1991	961
A. Le dispositif	961
B. Les difficultés.....	961
I. Une effectivité anecdotique.....	961
II. Une (longue) impossibilité de revendre.....	961
§ 4. La lutte contre l'insalubrité : l'ordonnance du 15 juillet 1993 sur les logements meublés	963
A. Chronique d'un échec annoncé.....	963
B. Une résurgence dix ans plus tard.....	965
Section 2	
L'ordonnance du 9 septembre 1993	966
§ 1. Le contexte	966
A. Un Code (national) du logement à moderniser... ..	966
B. ... et, surtout, à adapter aux ambitions de la nouvelle Région.....	967
C. Ce qui a précédé l'ordonnance du 9 septembre 1993.....	968
D. La situation spécifique du logement social à Bruxelles à l'époque.....	969
§ 2. Les innovations introduites par l'ordonnance du 9 septembre 1993.....	970
A. Élargir la mission du logement social.....	970
B. Renforcer la tutelle de la SLRB	971
C. Renforcer les droits des locataires.....	973
D. Disséminer le logement social dans le tissu urbain	974
§ 3. Ce que l'ordonnance du 9 septembre 1993 ne réglait pas.....	974
Section 3	
En attendant un « vrai » code régional du logement (1994-2002)	976
§ 1. La prime à la rénovation : l'arrêté du Gouvernement bruxellois du 4 juillet 1996....	976
§ 2. Les agences immobilières sociales : l'ordonnance du 12 février 1998	977
A. Le contexte	977
B. Le dispositif	978
I. Le plafond des revenus.....	978
II. L'accompagnement social.....	979
§ 3. La Société de développement pour la Région de Bruxelles-Capitale : l'ordonnance du 20 mai 1999	980

§ 4. Les conseils consultatifs des locataires sociaux : l'ordonnance du 22 décembre 2000	982
A. La genèse.....	982
I. La participation des habitants, un concept novateur à l'époque	982
II. Des expériences antérieures.....	982
III. Une mise en œuvre laborieuse.....	983
B. Le dispositif	984
I. Un CoCoLo par SISF... en théorie	984
II. Compétences du CoCoLo.....	984
III. Les élections.....	986
Section 4	
Le premier code régional du logement (ordonnances du 17 juillet 2003 et du 1^{er} avril 2004)	989
§ 1. Les nouveaux instruments juridiques portés par le Code bruxellois du Logement	989
§ 2. Les nouvelles sanctions : interdictions de location et amendes administratives	990
§ 3. Le droit de gestion publique : nouvelle réquisition des immeubles abandonnés ou inoccupés ?	992
§ 4. Quelles garanties pour les propriétaires évincés ?	995
Section 5	
Entre deux codes (2005-2012)	997
§ 1. L'allocation de déménagement-installation et d'intervention dans le loyer : l'arrêté du Gouvernement bruxellois du 22 décembre 2004.....	997
A. Le contexte	997
B. Le dispositif	998
I. L'arrêté de 2004	998
II. La réforme de 2014.....	999
§ 2. L'allocation-loyer pour les ménages habitant un logement appartenant à la commune : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mars 2008.....	1000
A. Le contexte	1000
B. Le dispositif	1001
C. Une effectivité chancelante et un correctif.....	1002
§ 3. Les règles d'attribution des logements publics non sociaux : l'ordonnance du 19 décembre 2008	1003
A. Le contexte	1003
B. Le dispositif	1004
I. Règlement et registre	1004
II. Attribution	1004
III. Divers	1005
§ 4. L'amende administrative régionale sur les logements inoccupés : l'ordonnance du 30 avril 2009	1006
A. Le contexte	1006

B. L'amende régionale.....	1007
§ 5. L'instauration d'un bail à durée déterminée dans le logement social : l'ordonnance du 23 juillet 2012.....	1008
A. Le contexte	1008
B. Description du nouveau régime	1009
I. Une double vérification.....	1009
a) Les revenus.....	1009
b) L'occupation du bien	1010
II. Champ d'application	1011
Section 6	
Le nouveau code de logement (ordonnance du 11 juillet 2013)	1012
§ 1. Philosophie générale.....	1013
§ 2. Lutte contre l'insalubrité	1013
§ 3. Règles d'attribution des logements publics non sociaux.....	1015
§ 4. Combat contre la vacance immobilière.....	1016
§ 5. Logement social	1016
A. Les mutations	1016
B. Les logements moyens.....	1017
C. La participation des locataires.....	1018
D. Quand le silence de l'instance de recours équivaut (à nouveau) à l'acceptation de celui-ci.....	1018
I. Du refus implicite à l'acceptation implicite.....	1018
II. Une nouveauté qui n'est pas si neuve que cela	1019
§ 6. Dispositifs innovants.....	1020

Titre 4 Énergie

Chapitre 29

Le droit bruxellois de l'énergie..... 1025

Pascal BOUCQUEY et Raphaël LEFERE

Introduction

Du monopole au marché régional libéralisé..... 1025

 § 1. Brève présentation de la répartition des compétences..... 1025

 § 2. La libéralisation du marché à Bruxelles..... 1027

 § 3. Le transfert de la compétence en matière de tarifs de distribution

Section 1

La gestion des réseaux	1032
§ 1. Le regroupement des intercommunales de distribution.....	1032
§ 2. L'indépendance du gestionnaire de réseau de distribution	1033
§ 3. La gestion du réseau de transport régional	1035

Section 2

L'organisation de la fourniture	1036
§ 1. Les licences de fourniture.....	1037
§ 2. Les « droits » à charge des titulaires de licences de fourniture	1038
§ 3. La fourniture par défaut	1039
§ 4. Les obligations de service public en matière de fourniture.....	1041
§ 5. La fourniture de dernier ressort.....	1042
§ 6. La fourniture des manifestations temporaires en voirie	1043

Section 3

Le système bruxellois de promotion de l'énergie verte	1044
§ 1. Certification et labellisation	1045
§ 2. Le mécanisme des certificats verts.....	1046
§ 3. Obligation de rachat de l'électricité verte	1048
§ 4. La promotion du gaz issu de sources d'énergie renouvelables.....	1049

Section 4

La régulation du marché	1049
§ 1. Les exigences issues du droit européen.....	1049
§ 2. L'indépendance de Brugel.....	1051
§ 3. Les pouvoirs de Brugel.....	1054
§ 4. Les compétences de Brugel	1056

Section 5

Les tarifs de distribution	1058
§ 1. Généralités.....	1058
§ 2. La méthodologie tarifaire	1060
§ 3. Les tarifs.....	1061
§ 4. Le recours contre les décisions tarifaires de Brugel.....	1061

Section 6

Les revenus des communes	1062
§ 1. La gestion de l'éclairage public communal	1062
§ 2. Les redevances de voirie.....	1063

Titre 5 Mobilité

Chapitre 30

Le transport en commun urbain et vicinal : la STIB, association de droit public 1069

Patrick GOFFAUX

Section 1

Une compétence régionale rapidement mise en œuvre 1069

Section 2

L'ordonnance du 22 novembre 1990 : une volonté de mainmise régionale sur la STIB..... 1071

§ 1. La constitution de la STIB et la détention de son capital 1071

§ 2. Plusieurs mécanismes classiques de tutelle administrative et un contrat de gestion 1072

§ 3. D'autres mécanismes de limitation de l'autonomie de la STIB..... 1076

§ 4. La limitation du pouvoir des communes 1077

Section 3

Les modifications apportées à l'ordonnance du 22 novembre 1990 1079

§ 1. L'ordonnance modificative du 19 juillet 1996 1079

§ 2. L'ordonnance du 19 avril 2007 portant des dispositions diverses en matière de service public de transport en commun urbain dans la Région de Bruxelles-Capitale..... 1080

§ 3. L'ordonnance du 6 mars 2008 portant organisation des transports desservant des lieux d'intérêt dans la Région de Bruxelles-Capitale..... 1082

Conclusion 1083

Chapitre 31

Le stationnement en voirie publique en Région de Bruxelles-Capitale – Une problématique tant factuelle que juridique 1085

Michèle BELMESSIERI

Section 1

Origine de la compétence 1085

Section 2

État du droit positif actuel : l'ordonnance du 22 janvier 2009 1093

§ 1. Généralités 1093

§ 2. Agence du stationnement 1095

§ 3. Type de zones 1098

§ 4. Planification	1098
§ 5. Fin des concessions de service public en matière de stationnement en voirie publique.....	1101
§ 6. Tarification	1102
Section 3	
Perspectives et conclusion	1104
 Chapitre 32	
Les chantiers en voirie : coordination, règles de conduite et transparence des informations	1107
Renaud SIMAR	
Section 1	
Contexte	1107
Section 2	
La coordination et l'exécution des chantiers en voirie	1109
§ 1. Champ d'application.....	1109
§ 2. Le fondement légal.....	1110
§ 3. La Commission de Coordination des Chantiers.....	1110
§ 4. Osiris	1111
§ 5. Notion d'impétrant	1112
§ 6. Les obligations et les sanctions qui les assortissent	1113
A. Les obligations préalables à l'exécution du chantier	1114
B. Les autorisations.....	1115
C. Les obligations liées à l'exécution du chantier : avant, pendant et après.....	1116
§ 7. Sanctions administratives	1120
§ 8. Recours.....	1120
A. Comité de conciliation	1120
B. Recours au Gouvernement	1121
Section 3	
L'accès à et l'échange d'informations sur les câbles souterrains, sur les conduites et les canalisations souterraines	1122
Section 4	
En brève conclusion	1123

Chapitre 33

Les outils de mobilité « douce » réglementés en droit bruxellois..... 1125

Lara THOMMÉS et Ludovic BURNON

Section 1

Le système de location automatisée de vélos – « Villo ! »	1126
§ 1. « Villo ! » en quelques mots.....	1126
§ 2. Un cadre juridique « hybride ».....	1126
A. convention de concession de service public du 5 décembre 2008	1127
B. L'ordonnance du 25 novembre 2010	1128
§ 3. Analyse critique.....	1129
§ 4. La concession de service : l'outil idoine ?.....	1131
§ 5. « Villo! » : un service public ?	1132

Section 2

La réglementation bruxelloise relative aux taxis	1134
§ 1. Historique et présentation.....	1134
§ 2. Une réglementation (presque) exhaustive	1135
§ 3. Le service des taxis collectifs ou « Collecto ».....	1138
§ 4. Le « monopole » des taxis bruxellois : un colosse aux pieds d'argile ?	1139
A. Les taxis « périphériques ».....	1139
B. « Uber »... ou lorsque le covoiturage urbain tente une percée.....	1142
§ 5. Conclusion	1143

Section 3

La réglementation bruxelloise relative aux bus touristiques	1144
§ 1. Historique et cadre juridique.....	1144
§ 2. Les grands principes posés par l'ordonnance du 6 mars 2008.....	1144
§ 3. Le recours en suspension et en annulation devant la Cour constitutionnelle	1146
§ 4. Les bus touristiques : un service public ?	1148

Section 4

Les plans de déplacements imposés aux entreprises	1149
§ 1. Les plans de déplacements d'entreprises en quelques mots....	1149
§ 2. Le cadre normatif.....	1150
§ 3. Le régime juridique mis en place par l'ordonnance du 14 mai 2009 et son arrêté d'exécution du 7 avril 2011	1151
A. Champ d'application.....	1151
B. Méthode.....	1151
C. Aide et informations	1152
D. Plus-value pour l'entreprise.....	1152

§ 4. Analyse critique	1153
En guise de conclusion générale...	1154

Partie 3

Le droit bruxellois des politiques économiques, sociales et culturelles

Titre 1

Politiques économiques

Chapitre 34

Le droit public économique bruxellois : une politique Capitale 1159

Pierre-Olivier DE BROUX

Section 1

Les réglementations économiques régionales..... 1160

§ 1. Les mesures fondées sur la compétence économique régionale	1161
A. La transposition bruxelloise de la directive « services »	1162
B. Des règles complémentaires relatives aux marchés publics bruxellois	1164
C. Le droit bruxellois de l'économie sociale	1167
§ 2. Les mesures fondées sur des compétences régionales spécifiques, et spécialement la politique agricole	1171

Section 2

Les soutiens économiques régionaux..... 1177

§ 1. Les aides financières.....	1177
A. L'octroi de subsides aux entreprises	1177
I. L'évolution de la législation	1178
II. Les politiques de subventionnement dans l'ordonnance organique du 13 décembre 2007	1180
III. Le contrôle et la restitution des aides.....	1182
B. Les autres aides financières et le Fonds bruxellois de garantie	1184
§ 2. Les aides matérielles	1185
A. Le soutien à la recherche scientifique.....	1186
I. Le Conseil de la politique scientifique, Innoviris et Research in Brussels (RIB – innovative.brussels).....	1186
II. Les politiques de financement de la recherche, du développement et de l'innovation	1189

B. L'Agence bruxelloise pour l'entreprise (ABE – <i>impulse.brussels</i>), l'Agence régionale du commerce (<i>atrium.brussels</i>) et le Conseil de coordination économique.....	1192
C. Le commerce extérieur.....	1196
D. La statistique bruxelloise.....	1198
E. Le Centre bruxellois d'expertise alimentaire – Brucefo.....	1200
F. Le futur <i>Bruxelles Label</i> pour les entreprises « socialement » responsables.....	1200
Section 3	
Les prestations économiques régionales.....	1202
§ 1. Les sociétés bruxelloises de développement économique	1202
A. La Société régionale d'Investissement bruxelloise (SRIB – <i>finance.brussels</i>).....	1202
B. La Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB – <i>citydev.brussels</i>).....	1205
§ 2. Quelques entreprises publiques bruxelloises.....	1207
A. Les centres d'entreprises, les guichets d'économie locale et les incubateurs bruxellois.....	1209
B. L'informatique régionale : une externalisation progressive sous contrôle public	1211
Conclusions.....	1216

Chapitre 35

Tourisme et accès à la profession en matière de tourisme – Des matières complexes avant et après la Sixième Réforme de l'État

Michèle BELMESSIERI

Section 1	
Évolution de la répartition des compétences.....	1221
Section 2	
État actuel du droit matériel en matière de tourisme <i>sensu lato</i>.....	1225
§ 1. Droit matériel bruxellois en matière de conditions d'accès aux professions dans le domaine du tourisme.....	1225
A. Brève délimitation de la notion de « conditions d'accès à la profession »	1225
B. Agences de voyages	1226
I. Contexte de l'adoption de l'ordonnance du 22 avril 2010	1227
II. Objet de l'ordonnance	1228
III. Champ d'application <i>ratione personae</i>	1229
IV. Comité technique	1232
V. Reconnaissance des qualifications professionnelles.....	1233
C. Hébergements touristiques	1233

§ 2. Droit matériel bruxellois en matière du tourisme	1235
A. Chambres d'hôtes.....	1235
B. Établissements d'hébergement et établissements hôteliers	1239
C. Campings	1242
D. Auberges de jeunesse	1243
E. Gîtes ruraux, gîtes à ferme et meublés de tourisme.....	1244
F. Promotion du tourisme	1245
§ 3. Soutien financier d'initiatives privées ou semi-privées en matière de tourisme au sens large.....	1246
Section 3	
Le tourisme remanié par la Sixième Réforme de l'État	1248
§ 1. Accord institutionnel	1248
§ 2. Texte initial de la proposition de loi spéciale	1249
§ 3. Avis de la section de législation du Conseil d'État.....	1250
§ 4. Texte finalement adopté.....	1251
§ 5. Interrogations	1252

Titre 2 Emploi et formation

Chapitre 36

Le droit bruxellois de l'emploi et de la formation professionnelle en mouvement : de la création de la Région à la veille de la sixième réforme de l'État.....	1257
---	-------------

Daniel DUMONT avec la collaboration de Nathalie VAN LEUVEN

Introduction – Bruxelles face au défi du chômage.....	1257
--	-------------

Section 1

Aperçu de l'évolution des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle avant la création de la Région bruxelloise.....	1268
--	-------------

§ 1. Dès l'origine, un adossement de l'indemnisation des chômeurs au placement sur le marché de l'emploi	1269
§ 2. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, une consolidation de la priorité du retour au travail.....	1270
§ 3. Dans le sillage de l'entrée dans la crise, la scission des missions d'accompagnement et de contrôle de l'ONEm, avant la défédéralisation de l'emploi et de la formation professionnelle.....	1273

Section 2

Genèse et état des lieux du droit bruxellois de l'emploi et de la formation professionnelle (1989-2014)

Genèse et état des lieux du droit bruxellois de l'emploi et de la formation professionnelle (1989-2014)	1279
§ 1. Le droit régional bruxellois de l'emploi.....	1280
A. Les organismes publics et subventionnés en charge de l'emploi.....	1282
I. Actiris.....	1285
a) Statut.....	1286
b) Missions.....	1286
c) Gestion.....	1290
d) Structure.....	1291
e) Personnel.....	1292
f) Budget.....	1293
II. Bruxelles Économie et Emploi.....	1295
a) Direction de la Politique de l'Emploi et de l'Économie plurielle.....	1295
b) Direction de l'Inspection régionale de l'emploi.....	1297
III. Les missions locales pour l'emploi et les <i>locale werkwinkels</i>	1298
B. Les politiques de développement de l'emploi.....	1305
I. Les programmes de (re)mise au travail.....	1305
a) Le régime des agents contractuels subventionnés (ACS).....	1306
b) Le programme de transition professionnelle (PTP).....	1308
II. La libéralisation du placement et la gestion mixte du marché de l'emploi régional....	1309
III. La systématisation de l'accompagnement des demandeurs d'emploi.....	1316
IV. La promotion de la mobilité interrégionale des demandeurs d'emploi.....	1326
V. Les bureaux sociaux d'intérim.....	1328
§ 2. Le droit communautaire bruxellois de la formation professionnelle.....	1329
A. Les organismes publics et subventionnés en charge de la formation professionnelle ...	1333
I. Bruxelles Formation.....	1333
a) Statut.....	1334
b) Missions.....	1335
c) Gestion.....	1336
d) Structure.....	1337
e) Personnel.....	1338
f) Budget.....	1338
II. L'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle de la COCOF.....	1339
a) L'agrément et le financement des organismes d'insertion socioprofessionnelle.....	1340
b) Le Service formation PME.....	1340
III. Les organismes d'insertion socioprofessionnelle et les missions locales pour l'emploi.....	1343
IV. La Commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement.....	1348

B. Les politiques de développement de la formation professionnelle	1352
I. La politique générale de formation professionnelle de Bruxelles Formation	1353
II. La validation des compétences	1356
III. La formation en alternance.....	1357
IV. La mise en place de « politiques croisées » en matière d'emploi et de formation...	1360
Conclusion – La politique bruxelloise de l'emploi et de la formation professionnelle en quête de cohérence	1363

Titre 3 Politiques sociales

Chapitre 37

Le droit organique des centres publics d'action sociale et des associations hospitalières relevant de la Commission communautaire commune.....	1369
---	-------------

Irène MATHY

Section 1

Les Centres publics d'action sociale et les associations « chapitre XII »	1369
§ 1. Introduction – La répartition des compétences en matière de centres publics d'action sociale.....	1369
§ 2. Les interventions de la Commission communautaire commune dans le droit organique des C.P.A.S.....	1372
A. Une première préoccupation : les règles financières, budgétaires et comptables des C.P.A.S.....	1372
B. De la politique au sein des C.P.A.S.....	1377
C. Des organes des C.P.A.S. et de leur fonctionnement	1380
I. Le Conseil de l'Action sociale.....	1380
II. Le Comité spécial du Service social.....	1382
III. Le président.....	1382
IV. Le secrétaire	1383
V. Le receveur.....	1383
VI. Le Comité de concertation.....	1383
D. Des agents et du personnel du centre	1384
I. Les assistants sociaux	1384
II. Le personnel du C.P.A.S.....	1384
E. Des associations « chapitre XII » et des autres possibilités d'association des C.P.A.S.	1385
F. Du financement des C.P.A.S. – Le Fonds spécial de l'aide sociale	1388
G. Les interventions en vue d'insuffler des règles de transparence administrative et de « bonne gouvernance »	1393

§ 3. L'implication des C.P.A.S. dans d'autres aspects de la politique d'aide aux personnes.....	1394
§ 4. Les législations de la Région de Bruxelles-Capitale s'intéressant aux C.P.A.S.....	1395
Section 2	
Le réseau hospitalier bruxellois et les associations « chapitre XIIbis ».....	1404
§ 1. Le réseau hospitalier bruxellois	1405
A. La compétence de rationalisation des hôpitaux publics bruxellois	1405
B. IRIS et les associations locales	1409
C. Le réseau hospitalier bruxellois « hors chapitre XIIbis »	1414
§ 2. La réglementation applicable aux établissements hospitaliers en région bruxelloise.....	1415
§ 3. Les perspectives offertes par la Sixième Réforme de l'État en matière de politique hospitalière.....	1419
 Chapitre 38	
Les établissements pour personnes âgées en Région de Bruxelles-Capitale	1423
Michel KAISER et Emmanuel GOURDIN	
Section 1	
Bref aperçu de l'évolution institutionnelle : de l'avant 12 janvier 1989 à la Sixième Réforme de l'État	1425
Section 2	
Les principales interventions législatives et l'extension constante de leur champ d'application <i>ratione personnae</i>	1435
Section 3	
Les grands traits de la programmation des résidences pour personnes âgées en Région de Bruxelles-Capitale.....	1440
Section 4	
L'agrément et les autres autorisations administratives.....	1445
Section 5	
Enjeux et perspectives.....	1448
 Chapitre 39	
Genèse d'une jeunesse La protection de la jeunesse à Bruxelles comme illustration de la complexité institutionnelle	1455
Stéphane VANOMMESLAEGHE et Sandrine HUBLAU	
Introduction	1455

Section 1

La compréhension du cadre	1460
§ 1. Le calque « éclaté » de la répartition des compétences sur le territoire bruxellois ou les problèmes liés à la diffraction d'une compétence qui fut homogène.....	1461
§ 2. La compétence en mosaïque de la Protection de la jeunesse	1464
§ 3. L'appréhension du concept de sous-nationalité.....	1465
§ 4. Les problèmes matériels et la question du sous-financement en termes de moyens budgétaires.....	1469
§ 5. L'approche communautaire différenciée ou la logique du plus petit commun dénominateur (PPCD)	1470

Section 2

Les avatars de la production normative ou, cent fois sur l'établi...	1471
§ 1. La proposition d'ordonnance relative à l'aide à la jeunesse déposée par MM. S. Moureaux et R. Garcia	1471
§ 2. La proposition déposée par MM. D. Harmel et W. Vandebossche.....	1473
§ 3. L'ordonnance de Mme S. Foucard	1475
§ 4. Proposition ordonnance de D. Harmel et M. Willame-Boonen, redéposée par D. Grimberghs et J. Riguelle	1477
§ 5. Le projet d'ordonnance du 29 avril 2004	1477
§ 6. L'Accord de coopération du 11 mai 2007.....	1480

Conclusion	1481
-------------------------	------

Chapitre 40

Zoom sur les compétences de la Commission communautaire commune en matière de santé	1483
--	------

Sophie ADRIAENSSEN

Chapitre 41

Le droit des politiques sociales et de santé de la Commission communautaire française	1493
--	------

Mathias EL BERHOUMI, Bruno VANLEEMPUTTEN et Nicolas BONBLED

Section 1

La politique d'accueil et d'intégration des immigrés	1496
---	------

Section 2

La politique des personnes handicapées	1505
---	------

Section 3

La politique des personnes âgées	1510
---	------

Section 4	
Les autres matières personnalisables	1512
Conclusions	1519
Hoofdstuk 42	
De impact van de Vlaamse Gemeenschapscommissie op het sociaal beleid in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad	1523
Emmanuel VANDENBOSSCHE	
Inleiding	1523
Afdeling 1	
Van NCC naar VGC	1524
Afdeling 2	
Impact VGC op het sociaal beleid in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad	1527
§ 1. Invloed op de andere betrokken overheden	1527
A. De Vlaamse Gemeenschap	1528
B. De Brusselse lokale besturen	1529
C. De andere actoren	1530
§ 2. Invloed op het sociaal beleid	1531
Slot	1534

Titre 4 Culture

Chapitre 43	
Le droit bruxellois de la culture	1539
Céline ROMAINVILLE	
Introduction	1539
Section 1	
Les compétences culturelles à la veille de la naissance de la Région de Bruxelles-Capitale	1540
§ 1. Les compétences des Communautés	1540
§ 2. La compétence de l'État fédéral	1543
A. Compétence fédérale résiduelle pour les aspects culturels secondaires	1543
B. Compétence fédérale résiduelle pour les matières biculturelles	1544
C. Compétences culturelles fédérales réservées	1545

§ 3. Les compétences des communes bruxelloises et de la province du Brabant	1546
§ 4. Les Commissions française, néerlandaise et réunies de la culture de l'agglomération « à laquelle appartient la capitale du Royaume »	1547
Section 2	
Le temps des réformes institutionnelles bruxelloises (de 1989 à 2001)	1548
§ 1. Les commissions communautaires française et néerlandaise	1548
§ 2. Les trois catégories d'attribution des commissions uncommunautaires	1550
§ 3. Les attributions culturelles de la Commission communautaire commune	1551
Section 3	
Vingt-cinq années de droit bruxellois de la culture	1552
§ 1. L'évolution du droit bruxellois de la culture développé par la COCOF	1552
A. Le droit réglementaire de la COCOF	1552
I. Les relations entre la COCOF et la Communauté française	1552
II. Le droit de la culture développé par la COCOF	1554
a) La politique culturelle de la COCOF	1554
b) Les instruments budgétaires et réglementaires de la politique culturelle de la COCOF	1556
B. Le droit décréteil de la COCOF	1559
§ 2. L'évolution du droit bruxellois de la culture développé par la VGC	1560
A. Les relations entre Communauté flamande et Vlaamse Gemeenschapcommissie	1560
B. Le droit réglementaire de la VGC	1564
§ 3. Le sous-développement du droit bruxellois de la culture développé par l'État fédéral	1566
§ 4. L'inexistence du droit bruxellois de la culture développé par la Commission communautaire commune	1567
§ 5. Le développement du droit bruxellois de la culture développé par les Communautés	1568
§ 6. Un droit bruxellois régional de la culture en expansion	1570
A. L'expansion de la compétence régionale en matière de patrimoine culturel immobilier	1570
B. Des compétences régionales accroissant leur influence sur les questions culturelles	1574
§ 7. Le droit de la culture développé par les communes bruxelloises	1576
Section 4	
La Sixième Réforme de l'État et le transfert des matières biculturelles à la Région	1579
Conclusions	1583

Conclusions

Vingt-cinq ans fondent-ils une identité ?

Table-ronde politique – Compte-rendu

des échanges menés le 24 avril 2014	1589
Section 1	
Intervention de Didier Gosuin	1589
Section 2	
Intervention de Philippe Close	1594
Section 3	
Intervention de Philippe Pivin	1596
Section 4	
Intervention de Barbara Trachte	1600
Section 5	
Intervention de Benoît Cerexhe	1603

Conclusions : les paramètres juridiques de l'identité régionale bruxelloise

Hugues DUMONT

Introduction	1607
Section 1	
Les temporalités du droit matériel bruxellois : le rythme en trois temps de sa genèse et de son développement	1609
Section 2	
Les sources formelles et matérielles qui déterminent ou influencent le contenu du droit bruxellois	1612
Section 3	
Les sources formelles et les techniques juridiques instituées par le droit bruxellois	1619
§ 1. Les sources formelles instituées par le droit bruxellois	1619
§ 2. Les techniques juridiques instituées par le droit bruxellois	1623
A. La technique institutionnelle.....	1623
B. Les techniques normatives	1625

Section 4

**Les obstacles institutionnels qui entravent la production
du droit matériel bruxellois et les parades qu'ils appellent** 1632

Section 5

Les apports et les failles du droit matériel bruxellois 1635

§ 1. Les apports..... 1635

§ 2. Les failles..... 1638

Section 6

Les défis de l'avenir 1640

§ 1. Les défis qui ne dépendent que des Bruxellois..... 1640

§ 2. Les défis que les Bruxellois ne peuvent relever qu'en accord
ou en concertation avec les autres partenaires de l'État fédéral 1641